



**Université De Poitiers**

**UFR Sciences Humaines et Arts**

**Département de Psychologie**

**Master 2 Ergonomie et Psychologie du Travail**

**Contribution d'un psychologue à la  
conception d'une Politique Publique portant  
sur l'équité de genre**

Présenté par :

*Edward GONZALEZ-CABRERA pour l'année 2014-2015*

Sous la direction de :

*Martine ROQUES – MCF Université de Poitiers*

Remerciements à...

La famille toujours proche, toujours confiante

Les courageuses travailleuses du marché du nord

Mme CASTELLANOS qui a toujours su faire confiance à mon travail

Les amis qui ont su m'arrêter pour aller boire un café éternel

À l'amour de la vie, à la joie, au silence, à la pluie qui ont accompagné mon retour

*« Car nous ne sommes d'où nous viennent les modes mais plutôt d'où nos morts sont »*

## FICHE DESCRIPTIVE

<b>Année universitaire</b>	2014-2015
<b>Auteur</b>	Edward-Armando GONZALEZ-CABRERA
<b>Etablissement d'accueil</b>	Casa de la Mujer (UPTC)
<b>Responsable du stage au sein de l'établissement d'accueil</b>	Mme. Astrid CASTELLANOS-CORRECHA
<b>Directeur de mémoire</b>	Mme Martine ROQUES
<b>Titre du rapport</b>	Contribution d'un psychologue à la conception d'une Politique Publique portant sur l'équité de genre
<b>Mots clés</b>	Politique publique Équité de genre Égalité de genre Travail informel Marché

## RESUME

Cette image d'une femme qui est reléguée naturellement aux fonctions du foyer est-elle restée derrière nous? Aujourd'hui les mots égalité ou équité deviennent si courants dans le discours politique, médiatique et même académique. A contrario, la psychologue féministe Florence Thomas (2006) dit *«notre égalité dépend des heures du jour et des besoins d'une société et du pays qui nous demande en même temps de nous moderniser sur la place publique mais de rester comme d'habitude dans l'arrière-cour. Une femme moderne dehors et une bonne mère traditionnelle dedans [...] l'égalité s'estompe dès que nous poussons la porte de la maison »*.

Le contexte Latino-Américain et bien entendu le colombien ont été marqués historiquement par des conditions d'inégalité envers les femmes, en leur attribuant des conditions de travail pires que celles des hommes et ce qui les a plongé d'avantage dans le travail informel. Ainsi, il y a eu plusieurs mesures en Colombie pour y faire face. Au niveau national, nous trouvons le CONPES 161, politique publique portant sur l'équité de genre. D'ailleurs, les différents départements doivent créer leur politique publique en garantissant la prise en compte de la diversité de leurs territoires. Ici notre rôle s'est posé en tant que psychologue du travail, afin de contribuer à la conception de cette politique publique sur l'axe de travail auprès des experts et travailleurs informels de deux marchés de la ville de Tunja.

Nous avons réajusté notre démarche pour bien nous adapter au contexte. Ainsi, nous avons mis en place une revue de la littérature, des contacts avec des intermédiaires clés, des observations, des échanges informels, des entretiens, des réunions à la mairie et deux journées de prévention de problèmes de santé au marché du nord. Suite à la collecte de l'information délivrée par les différents acteurs et actrices sociaux/ales, nous avons abouti à une série de recommandations qui portent principalement sur le caractère systémique de la politique, faire attention à ne pas tomber dans les stéréotypes, garder un regard critique envers le travail et ne pas se focaliser que sur les populations sensibles ou pas. Vues les limites de temps pour participer jusqu'à la fin de la conception de la politique publique au Conseil Départemental (décembre 2015-janvier 2016), la Casa de la Mujer, en partenariat avec la secrétaire du bureau de la femme de la Mairie de Tunja, s'est portée garante afin de considérer les recommandations issues de notre étude.

**Mots clés :** équité de genre, travail informel, politique publique, marché

## SOMMAIRE

<b>PARTIE 1 : Contexte d'intervention et projet de stage .....</b>	<b>7</b>
1. Présentation de la Casa de la Mujer .....	7
2. Contexte en matière d'Équité de genre en Colombie .....	8
2.1 Politique Publique d'Équité de genre pour les femmes (CONPESSOCIAL 161-2013)..	8
2.2 Les projets sur l'équité de genre à la Casa de la Mujer .....	9
3. Présentation des actrices et acteurs sociaux participant à la construction de la Politique publique d'Équité de genre pour la ville de Tunja.....	9
4. Description et traitement de la demande.....	10
4.1. La demande initiale de la Casa de la Mujer et la reformulation .....	10
4.2. Evolution de la demande pendant le stage.....	11
<b>PARTIE 2 : Cadre d'intervention .....</b>	<b>11</b>
1. Les politiques publiques et leurs enjeux .....	11
2. L'équité de genre et Travail .....	12
3. Travail informel .....	13
3. 1. Travail informel et genre en Amérique latine et en Colombie .....	14
3. 2. Travail informel dans le Département de Boyacá et de la Ville de Tunja .....	15
<b>PARTIE 3 : Méthodologie de l'intervention .....</b>	<b>16</b>
1. Exploration du contexte.....	16
1.1. Observations et échanges informels.....	16
1.2. Captures d'images.....	17
1.3. Activités de prévention primaire des TMS .....	17
1.4. Entretiens auprès d'experts .....	17
2. Travail auprès de la Mairie et du Gouvernement du département de Boyacá.....	18
<b>PARTIE 4 : Exploitation des résultats .....</b>	<b>19</b>

1. Observations et échanges informels.....	19
1.1. Observations non systématisées : approximation au marché du sud .....	19
1.2. Observations structures : Répertoire des postes de travail .....	24
2. Captures d'images.....	26
3. Activités de prévention primaire des TMS .....	26
4. Entretiens auprès d'experts .....	26
<b>PARTIE 5- Préconisations et pistes de réflexion .....</b>	<b>27</b>
<b>PARTIE 6- Conclusion .....</b>	<b>30</b>
<b>PARTIE 7- Références.....</b>	<b>33</b>

## **PARTIE 1 : Contexte d'intervention et projet de stage**

### **1. Présentation de la Casa de la Mujer**

La Casa de la Mujer (La Maison de la Femme) est une association qui appartient à l'Université Pédagogique et Technologique de Colombie. Il s'agit d'un centre de socialisation, d'accompagnement, de conseil et d'aide aux populations en état de vulnérabilité, tout en protégeant les droits humains, la prévention de la maladie, l'égalité de genre. Ainsi son principal objectif est de rendre digne la vie des femmes, et aussi que celle de leurs familles à travers la consolidation de leur estime de soi et de la responsabilité des droits politiques, éléments indispensables pour la construction d'une nouvelle société.

Par ailleurs, La Casa de la Mujer a un regard psychosocial, culturel, économique et politique pour construire le tissu social, en répondant aux réalités du contexte et au rôle historique qu'a joué la femme pour revendiquer son travail. Par conséquent, la Casa de la Mujer a mis en place son « Projet social avec une perspective de genre » guidé par le GIEPEC (Groupe interdisciplinaire d'études pour l'équité de genre).

Pour atteindre ses objectifs, cette association est intégrée à un groupe interdisciplinaire où participent entre autre des étudiants de médecine, des stagiaires en droit, psychologie, arts et sciences sociales. De plus, elle accueille des bénévoles qui s'intéressent aux projets en cours. Par exemple, le projet TODAOS, un collectif LGBTI qui soutient les enfants des foyers communautaires grâce aux bilans généraux de santé.

Les services offerts sont l'attention socio juridique, l'attention psychologique, l'orientation professionnelle, ainsi que des campagnes de prévention sur les risques de la sexualité en établissements scolaires et les institutions sociales accompagnent les personnes fragilisées sur des sujets relatifs aux droits de l'homme à travers des dispositifs d'attention.

Par ailleurs, il y a diverses institutions inscrites à ce projet tels que : l'Association des mères communautaires ICBF de la ville de Tunja, l'association des personnes âgées (ASAMAY – sigle en espagnol), l'Association de population délocalisée par la violence (ASOPODESCOL – sigle en espagnol), le Réseau National des Femmes, le Réseau des femmes latino-américaines et des caraïbes, la table ronde permanente pour la défense des droits humains et du service public à

Boyacá, l'Association Latino-Américaine de Médecine sociale, les organisations des étudiants et jeunes, le collective Kahlo et l'Organisation des mères isolées.

## **2. Contexte en matière d'Équité de genre en Colombie**

Selon la Centrale Unitaire de travailleurs de Colombie (CUT sigle en espagnol), dans le pays il y a 4,5 millions de mères isolées et seulement un peu plus d'un demi-million d'hommes qui sont dans cette situation. Sans compter les difficultés qu'elles affrontent pour participer à l'emploi rémunéré, faire face à la précarisation, la ségrégation horizontale (les femmes n'ont pas l'opportunité d'occuper les mêmes emplois que les hommes en raison des stéréotypes) et la segmentation verticale (faible présence féminine dans les postes d'encadrement). La féminisation de la pauvreté semble être une impasse sans sortie (Osorio, 2013)

Par ailleurs, Osorio (2013) évoque l'utilisation du temps et précise que 57,8% des hommes inactifs ont consacré leurs temps à étudier. Tandis que 58,1% des femmes ont dédiées leurs temps aux activités du foyer. D'autre part, en Colombie 42% des femmes travaillent de façon indépendante. Cette catégorie est élevée chez les femmes en situation dite SDF et de pauvreté en cachant des travaux dans l'économie informelle. La CEPAL indique que les femmes colombiennes, nicaraguayennes et péruviennes sont les plus touchées par le travail informel.

Les femmes qui habitent dans la campagne (21% du total national) ont des possibilités d'autonomie économique inférieures à celles qui habitent dans les zones urbaines. Finalement, malgré le fait qu'elles ont de plus en plus de hauts niveaux éducatifs, elles occupent moins les postes de direction et ont une rémunération inférieure, ainsi les hommes perçoivent 20.9% de revenus en plus par rapport aux femmes (Osorio, 2013)

### **2.1 Politique Publique d'Équité de genre pour les femmes (CONPESSOCIAL 161-2013)**

Cette Politique Publique cherche à garantir aux femmes une vie libre de violences. Elle a été construite par le Gouvernement de façon participative, en dialogue avec les réseaux et organisations des femmes, avec l'appui et l'accompagnement de la communauté internationale. Différents points de vigilance ont été identifiés pour dépasser la discrimination et accentuer le respect des droits des femmes, et ceci dans le but de créer des bénéfices pour toute la population colombienne.

Cette Politique Publique s'adresse à toutes les femmes colombiennes de tous les groupes et secteurs sociaux sans condition. Ainsi, elle inclue les femmes (filles, adolescentes, jeunes filles) urbaines, rurales, pauvres, afrodescendants, noires, raizales<sup>1</sup>, palenqueras<sup>2</sup>, indigènes, paysannes, et gitanes. De ce fait, cette politique prends aussi en considération la diversité sexuelle et les femmes qui sont en situation particulière de vulnérabilité, de même que celles en situation de handicap et celles victimes de diverses formes de violences.

Il est possible de parler d'un véritable développement seulement lorsque tous les êtres humains, femmes et hommes, ont la possibilité de profiter des mêmes droits et options. Pour cela, il ne faut pas que des actions affirmatives pour les femmes qui permettent un traitement différentiel, mais plutôt une transformation des structures, des pratiques et des hiérarchies de la société dans son ensemble, de sorte que les colombiennes et colombiens seront sous les mêmes droits et opportunités.

## **2.2 Les projets sur l'équité de genre à la Casa de la Mujer**

À l'heure actuelle, la Casa de la Mujer a pour but la diffusion de la Politique Publique d'équité de genre pour la Ville de Tunja. Ainsi, elle travaille avec la psychologue chargée du Bureau des affaires de la Femme de la ville. Le but est d'informer les femmes afin qu'elles sachent qu'elles disposent d'une politique publique d'ici la fin de l'année 2015. Par ailleurs, la Casa de la Mujer accompagne la conception et la création de la Politique publique d'équité de genre pour le département. Le rôle de cette institution est d'enrichir la réflexion et l'orientation théorique et méthodologique du projet.

## **3. Présentation des actrices et acteurs sociaux participant à la construction de la Politique publique d'Équité de genre pour la ville de Tunja**

---

<sup>1</sup> Habitants originaires des îles de San Andrés, Providencia et Santa Catalina descendants des métis de l'union entre Européens, principalement Anglais, Hollandais, Espagnols et d'autres natifs des îles. Ce groupe possède sa propre culture, sa langue est le créole et sa religion est baptiste.

<sup>2</sup> Ce groupe est constitué de personnes d'origines africaines. Dès le début de l'époque coloniale un grand nombre d'esclaves se sont rebellés pendant les XVII et XVIII siècles et se sont isolés dans des forteresses. Cette population habite à San Bacilio de Palenque situé dans le département de Bolivar.

Ont participé aux différentes réunions de la construction de la politique publique : le bureau de développement humain de la mairie de Tunja, le bureau de développement social et les chargés des objectifs de millénaire, une conseillère du PNUD (Programme des nations unies pour le développement), des universités, différentes institutions à caractère social dont la Casa de la Mujer. D'ailleurs, différents acteurs de la communauté ont été intégrés à la démarche, par exemple : les maires des différents villages du département, les commissaires de famille, les leaders de la communauté, les organisations des femmes, les représentants estudiantins. Le souhait était de bien intégrer les différents acteurs sociaux afin de créer une politique publique adaptée aux besoins de la population du département.

#### **4. Description et traitement de la demande**

Dans ce contexte, nous avons contacté la Directrice de la Casa de la Mujer, elle nous a indiqué la possibilité d'être intégré à un projet de construction d'une politique publique sur l'équité de genre pour la ville de Tunja. Cette politique a pour objectif la construction de scénarios d'intégration, justes et égalitaires pour les femmes à Tunja, avec une approche des droits humains et une perspective de genre, dans le but de garantir l'égalité d'opportunités, le respect de leurs droits, le traitement équitable et une vie libre de violences.

##### **4.1. La demande initiale de la Casa de la Mujer et la reformulation**

La Casa de la Mujer souhaitait un accompagnement sur la conception théorique du document de la politique publique d'équité de genre, notamment la dimension du travail. Cependant, suite à différents échanges, nous avons exprimé notre souhait de développer un travail tant pratique que théorique. C'est pourquoi la Directrice de l'association nous a garanti la possibilité de travailler avec les populations de femmes qui participent dans les différents projets de l'association et les différents acteurs de la politique publique, tout en garantissant un travail sur le terrain.

Finalement, nous avons abouti à la mission suivante : un travail auprès des différents groupes de femmes et d'hommes qui adhèrent aux projets de l'association dans le but de connaître leurs conditions de travail sous une perspective d'égalité de genre au travail.

Dans ce but, nous avons proposé dans un premier temps ces objectifs :

- Engager dans la démarche plusieurs acteurs sociaux sensibles au sujet.

- Connaître les conditions de travail des femmes qui adhèrent au projet.
- Créer une cartographie des besoins et ressources sur l'égalité de genre au travail.
- Construire ensemble des axes d'amélioration orientés par les points de vigilance des expériences au travail.

#### **4.2. Evolution de la demande pendant le stage**

Sur le terrain, la demande a subi différents changements. D'abord, nous avons accepté de contribuer à la construction de la Politique Publique pour la ville de Tunja, cependant celle-ci existait déjà et donc c'était une base pour travailler sur la création de la politique publique d'équité de genre du Département de Boyacá. Nous avons proposé alors une démarche participative, cependant celle-ci a été conditionnée par la disponibilité des personnes, notamment celle de la population cible (travailleurs/euses du marché du sud et du nord de la ville de Tunja), il en a été de même pour le travail avec les experts. Nous avons abouti à une analyse de la politique publique qui donne des recommandations à mettre en place.

## **PARTIE 2 : Cadre d'intervention**

Cette deuxième partie nous a permis de tirer notre problématique. Ainsi, suite à la révision de la littérature portant sur l'équité et le travail, nous avons constaté que de façon transversale la femme a eu de pires conditions de travail que les hommes, parce qu'elles sont plus touchées par le *travail informel* ou autrement dit le travail au noir<sup>3</sup>. Par exemple les activités, qui sont développées par elles dans ce secteur, renvoient couramment aux tâches du foyer, et étant donné que celles-ci ont un caractère « naturalisé » à cause de leur sexe, elles ne reçoivent pas la même reconnaissance. Par conséquent, il est possible de constater que la division sexuelle des rôles frappe dans le monde du travail. En parallèle, nous présentons tout au long de cette partie les considérations portant sur les politiques publiques, le travail informel et le genre en Amérique Latine et en Colombie.

### **1. Les politiques publiques et leurs enjeux**

Les politiques publiques cherchent la compréhension d'une problématique pour agir. Dans un premier temps, elles ont pour objectif de guider les décideurs à prendre les meilleures décisions politiques. « Une politique publique se présente sous la forme d'un programme d'action propre à

---

<sup>3</sup> Dorénavant nous allons parler de *travail informel*

une ou plusieurs autorités publiques ou gouvernementales » (Thoenig 1985, cité par Kubler & Maillerd, 2009, p. 4).

Toute politique publique doit posséder une approche multidisciplinaire, abordée avec différents points de vue. Cependant, l'explication de leurs conduites sera soumise aux modèles théoriques pour l'analyse. Ainsi, nous aurions un cadre généraux pour décrire, expliquer, prédire, juger, conseiller, etc., tout en repérant les variables explicatives les plus déterminantes. En même temps, différentes épistémologies, des ontologies et des méthodologies rentrent en scène lors de ce processus (Kubler & Maillerd, 2009).

Par ailleurs, ces mêmes auteurs expliquent que la mise en œuvre d'une politique publique nécessite la participation de plusieurs acteurs, notamment celle de la communauté dans laquelle sera appliquée ladite politique, parce qu'elle va donner une vision plus proche de ses problématiques sociales et ses ressources. Ces politiques se déploieront sur du long terme (allant jusqu'à dix ans) avec les soutiens techniques de haut niveau de spécialisation et d'expertise scientifique pour la conception de programmes d'actions gouvernementales. Les enjeux sont variables avec la multiplicité d'analyses et d'approches de l'objet d'intérêt.

## **2. L'équité de genre et Travail**

L'équité a pour but une égalité « située », c'est-à-dire contextualisée car elle prend en compte les conditions préalables des femmes ainsi que les conséquences de la mise en œuvre des actions pour changer l'inégalité. Ainsi, si dans un premier temps une population a souffert des conditions d'inégalité, l'équité vise à produire une discrimination positive, harmoniser les rapports femme/homme (Fernández, 2010).

En Amérique Latine, le taux de pauvreté est plus élevé pour les femmes, d'après la CEPAL, et le taux de pauvreté chez les femmes entre 20 et 59 ans dépasse de 30% celui des hommes. D'un autre côté, malgré le fait que la pauvreté diminue dans la région, les différences parmi les femmes et les hommes deviennent plus fortes. Ainsi, les femmes n'ont pas eu de grands bénéfices de la diminution de la pauvreté.

En Colombie en 2011, selon le Département Administratif National de Statistiques (DANE- sigle en espagnol), au cours d'une semaine, les femmes ont dédié en moyenne 40 heures au travail

rémunéré tandis que les hommes 49h. Cependant, lors de la même semaine, les femmes ont dédié 28 heures aux travaux non rémunérés alors que les hommes n’y ont consacré que 8 heures. En un mot, la journée de travail des femmes dépasse celle des hommes de 10 heures par semaine. Cette division du travail entre les sexes est caractérisée par une attribution des tâches de ménage et de soin prioritairement aux femmes. Le résultat, la constitution d’une frontière de la population féminine à l’accès au marché de travail, une faible capacité de concurrence en condition d’égalité à celles des hommes ainsi qu’une pauvre reconnaissance sociale de ce travail non rémunéré.

Par ailleurs, les restrictions pour participer au marché du travail et par conséquent, recevoir un salaire, limitent les possibilités d’indépendance des femmes pour prendre des décisions et même la possibilité de s’éloigner des contextes de maltraitance et de discrimination. Sans compter que, les femmes qui participent au marché du travail doivent faire face à des conditions défavorables. Le taux le plus élevé de chômage les concerne, soit 14,4% en 2011, 6,2 points de plus que celui des hommes.

### **3. Travail informel**

Le Bureau International du Travail (BIT, 2002) a nommé l’économie informelle pour désigner un groupe progressivement plus grand et divers de travailleurs et d’entreprises (rurales et urbaines) qui fonctionnent dans un environnement non formel. Ainsi, cette organisation considère les travailleurs informels comme « ceux qui ne sont pas reconnus ni protégés par les cadres juridiques et légaux ». Ils sont caractérisés pour leur haut niveau de vulnérabilité sans aucun type de contrat (Lachaud, 1998, p. 21). Ces dernières caractéristiques sont incluses sous le concept de *déficit de travail décent* (BIT, 2002, p. 3).

En outre, le DANE indique que pour considérer un travail comme informel, il y a trois aspects. D’abord le travail qui est démuné de toute protection sociale et avec une rémunération inférieure à celle définie par les lois du SMLV<sup>4</sup> (Salaire minimum légal en vigueur- Sigle en espagnol), puis, l’activité qui est développée par des personnes avec de bas revenus et immigrants ; et enfin, ils sont exposés aux conditions de santé et à une hygiène qui sont inférieures à celles des travailleurs formels.

---

<sup>4</sup> Equivalents au SMIC en France

Selon la Banque Mondiale (1998), les travailleurs du secteur informel ont peu d'instruction, ce sont les jeunes ou les migrants des zones rurales et les femmes avec peu d'expérience professionnelle qui sont les plus touchés. Par ailleurs, Trestini & Mercedes (2007) indiquent que le niveau éducatif limité de ces travailleurs empêche leur adaptation aux exigences des nouvelles technologies et au développement des propositions dynamiques pour entrer dans le monde de l'entreprise.

### **3. 1. Travail informel et genre en Amérique latine et en Colombie**

Perone (2007) et le BIT (2009) affirment que dans les pays en voie de développement, l'économie informelle regroupe entre 50% et 75% des travailleurs des différents secteurs agricoles, étant 51% en Amérique Latine. Par ailleurs, Somalia (2006) indique que pour l'année 2006, en Amérique Latine il y avait 103 millions de travailleurs dans le secteur informel qui étaient dépourvus de sécurité sociale, d'accès à la retraite et des bénéfices d'un salarié. De plus, selon Galli & Kucera (2003), le travail informel a une forte corrélation avec les niveaux faibles d'éducation, les journées de travail longues et moins rémunérées. Gómez (2007) explique que l'augmentation de travailleurs informels dans les rues des principales villes de ce continent produit des attitudes négatives envers eux, car leurs activités sont criminalisées par les gouvernements.

En Colombie, Roldan & Ospino (2009) ont analysé le travail informel des villes de Barranquilla, Cartagena et Montería, en utilisant l'information de l'Enquête Continue des Foyers (ECH – sigle en espagnol). Les résultats indiquent que l'âge, l'éducation, le sexe (particulièrement pour les femmes), l'état civil, le fait d'être le ou la responsable de foyer et le temps élevé dédié à la recherche d'emploi sont des variables significatives pour expliquer la probabilité de devenir un travailleur de ce secteur. Dans ce sens, Bernal (2009) conclut grâce à la ECH que les travailleurs jeunes, les femmes, les autres membres de la famille (par exemple les petits enfants), les travailleurs ruraux, les personnes sans éducation, les minorités ethniques et les pauvres ont plus de probabilités d'appartenir au secteur informel.

En effet, à l'heure d'analyser le travail informel en relation avec d'autres aspects de la vie quotidienne, nous trouvons que la famille a une place privilégiée, une importance qui est en lien avec le rôle central du travail dans la vie. C'est-à-dire, l'importance du travail est le résultat de sa valeur instrumentale pour satisfaire la famille dans tous ses besoins (Dakduk, González &

Montilla, 2008). A ce sujet, les femmes ont contribué à l'apport des revenus au foyer mais notamment en travaillant dans le secteur informel et des conditions moins avantageuses que celles des hommes. Ainsi, leurs activités ont un rapport avec les activités domestiques. 84% des femmes en âge de travailler (travailleuses non agricultrices) sont les plus plongées dans le secteur informel, face à un nombre inférieur pour l'ensemble des hommes (63%). Étant donné que les revenus familiaux sont faibles, elles aident à les augmenter en faisant un travail sans délaissier les tâches de la maison (BIT, 2002, 2009)

Garcia (2000) affirme que les femmes ont accès aux postes de travail les moins qualifiés, avec des tâches monotones et répétitives, elles ont surtout peu de chance de développement personnel et professionnel, de sorte que l'inégalité de genre commence à devenir plus marquée. Quand les travailleuses de ce secteur sont enceintes, elles ne se sentent pas capables de demander la diminution de la charge de travail, ayant peur d'être licenciées ou de ne pas obtenir suffisamment de revenus pour survivre. Le manque de sécurité dans le travail est un facteur critique qui les empêche de mettre en place des comportements minimums pour prendre soin de leur santé et de celle de leurs enfants.

Finalement, d'après la politique publique *CONPES* en Colombie, la participation des femmes au marché du travail a augmenté de façon considérable. En 1950, parmi celles qui ont la capacité de travailler, seule 19% étaient travaillaient de façon effective, et en 2011 ce chiffre atteint les 52,8%. Par rapport à la population masculine, leur participation était de 75% pour l'ensemble des hommes étant en capacité de travailler, ce chiffre n'a pas changé jusqu'à ce jour.

### **3. 2. Travail informel dans le Département de Boyacá et de la Ville de Tunja**

A Boyacá, en 2012 le taux de chômage était à 7.3% face aux 12,5% sur le plan national. Cependant, 55% de ces travailleurs appartiennent au secteur informel. D'après les statistiques du département, le secteur rural est le plus touché par le travail informel. En outre, les variables du chômage et du travail informel ont une forte relation. Ainsi, un des problèmes du pays et du département est la création d'emplois formels qui impacte positivement sur la dynamique économique (Becerra, Caro, & Flórez, 2014).

Dans ce sens le président du syndicat national *Centrale Unitaire de travailleurs* (CUT – Sigle en espagnol), dénonçait que le travail informel change les indices de chômage à Boyacá. Cela dans le but de donner l'idée que la problématique de l'emploi est moins grave face aux autres départements. Ainsi d'après ce représentant, il y a plus de 200 000 personnes dans le secteur informel, plus particulièrement pour les femmes.

D'après une étude de Correa (2012) la population des travailleurs informels d'un marché des fruits et légumes était caractérisée par sa structure familiale, une productivité réduite, une technologie adaptée, une compétitivité, un travail intense et sans régulation des organismes de l'État. Ces travailleurs avaient un bas niveau d'éducation. 51% n'avaient fait que l'école primaire, 35% le lycée, 5% avaient suivi une formation BTS ou universitaire. 71% de l'échantillon étaient des femmes. Suite à la passation d'un questionnaire portant sur la QVT, cet auteur a constaté des difficultés pour gérer leur temps libre, une longue journée de travail, un développement des activités de travail à la maison, l'absence de vacances, la carence de sécurité de l'emploi, le salaire respectant le minimum établi par la loi, la formation et la sécurité sociale. De surcroît ils reportaient de forts douleurs musculaires à cause des charges et postures.

## **PARTIE 3 : Méthodologie de l'intervention**

### **1. Exploration du contexte**

#### **1.1. Observations et échanges informels**

Notre population cible était les travailleurs et travailleuses du marché du sud et du nord de la ville de Tunja. Dans le marché du nord, nous avons pris contact par une intermédiaire. Quant au marché du sud, nous n'avons pas d'intermédiaire et donc étant donné les particularités du contexte, nous nous sommes approchés du contexte grâce aux observations effectuées auprès des travailleurs du marché des fruits et légumes, le rôle du chercheur étant celui d'un client/consommateur. Ainsi, dans un premier temps, nous avons gardé le rôle d'observateur et ensuite nous avons expliqué notre travail au sein de la Casa de la Mujer.

Nous nous sommes consacrés dans un premier temps aux observations de type non systématisée, afin d'accumuler une série de données sur l'environnement de travail plus ou moins structurée et le décrire. Ces informations nous ont permis de répertorier les différents postes de travail et leur

division selon le sexe des travailleurs. Nous avons voulu dans un premier temps faire une enquête pour bien cerner le nombre spécifique d'hommes et de femmes et obtenir des données sociodémographiques. Cependant, le harcèlement des organismes de l'État pour leur demander une meilleure organisation sans leur offrir des moyens ainsi que la peur de devoir payer des impôts vont générer de la méfiance de la part des travailleurs et donc une participation spontanée moindre pour parler de leurs conditions de travail. Lors des observations directes des travailleurs aux postes de travail, il a été possible d'établir des communications informelles pour éclairer certaines informations.

## **1.2. Captures d'images**

Nous avons pris des photos suite à l'accord des travailleurs lors de plusieurs de nos sessions d'observations. Cela a permis d'avoir un registre photographique des différentes situations de travail vécues au marché du sud. Les visages des personnes ont été modifiés afin de protéger leur identité.

## **1.3. Activités de prévention primaire des TMS**

Nous avons planifié dans un premier temps d'effectuer un focus groupe avec des travailleuses du marché du nord dans le but de mieux connaître leurs conditions de travail. Cependant, l'agencement de l'espace ainsi que leurs activités de travail telle que l'attention aux clients nous ont empêché de développer cette technique. C'est grâce à nos observations, échanges informels et captures d'images que nous avons repéré des conduites qui pourraient développer des TMS et donc nous avons proposé d'élaborer un matériel éducatif pour expliquer l'importance de réaliser de bons gestes et postures afin d'éviter des maladies professionnelles. Nous avons consacré deux demi-journées et nous avons cherché un par un sur leurs postes de travail les personnes pour en discuter.

## **1.4. Entretiens auprès d'experts**

Différents entretiens semi-structurés auprès des experts qui accompagnaient certains processus et actions de la Casa de la Mujer ont été effectués (grille d'entretien en annexe 6). Ainsi deux psychologues organisationnels, deux économistes et deux avocates du travail ont été consultés pour comprendre la situation actuelle du travail et de l'emploi en Colombie et comment l'équité de genre s'y positionnait. Des consentements éclairés ont été signés (Annexe 7). Les informations recueillies ont été ordonnées dans une matrice et cela a permis de nourrir l'analyse de l'axe de travail de la Politique publique d'équité de genre. Vues certaines difficultés pour concilier des

horaires communs, nous n'avons pas pu rassembler les différents experts dans le but d'effectuer un focus groupe.

## **2. Travail auprès de la Mairie et du Gouvernement du département de Boyacá.**

Pendant les réunions de travail avec le conseil départemental de Boyacá, les personnes qui guidaient les rencontres ont utilisé une méthodologie participative. D'abord nous avons rempli une carte géo-référentiel (Annexe 8) désignée par les personnes qui animaient la réunion dans le but de localiser géographiquement les problématiques des femmes. Ensuite nous avons travaillé dans un groupe pour développer la thématique *travail digne* et remplir une matrice diagnostique (Annexe 9).

De notre côté, les différentes informations recueillies dans la phase de revue de la littérature et la reconnaissance du contexte ont été incluses dans les discussions de la politique publique. Ainsi, j'ai eu l'occasion de participer étant dans le conseil d'orientation. Au-delà de présenter les éléments théoriques autour de l'équité de genre au travail, nous avons présenté les faits quotidiens de milliers de femmes dans le département de Boyacá, mais aussi dans le pays.

La politique publique d'équité de genre de la ville de Tunja, base pour concevoir celle du département, prenait en considération la sphère du travail en deux chapitres : « *Droit à une éducation non sexiste et une formation pour le travail* » et « *Droit à l'autonomie économique et au travail digne* ». Ainsi, pour le premier chapitre, nous avons repéré qu'un objectif assez explicite cherchait le changement d'aspects culturels liés au machisme au travers de travaux de base notamment la sensibilisation des acteurs sociaux. Par ailleurs, les femmes cibles restaient une population sensible (e.g. mères isolées, femmes en situation de pauvreté et fragilisées).

Le deuxième chapitre souligne la nécessité de développer des opportunités pour que les femmes travaillent. Ainsi, nous avons indiqué l'existence d'un point de vigilance car la politique à son point de départ montrait une segmentation et sexualisation du travail, car elle appuie la création de « produits de femmes par des femmes ». Sans compter qu'avoir l'image de la femme seulement comme une actrice clé pour le développement économique sans remettre en cause les rôles qui lui ont été imposés aboutirait à une surcharge de travail pour elles.

Par ailleurs, nous avons l'occasion de traiter le sujet de la division sexuelle du travail, sous le regard de la culture. Le conditionnement des choix professionnels qui s'opère à partir de l'enfance ne pouvait pas être négligée, aspect que la politique intégrait dans les processus de sensibilisation.

De plus, nous avons indiqué l'importance de la politique publique qui ne se concentrait que sur les populations explicitement en état de vulnérabilité, en d'autres mots, nous avons expliqué l'importance de remettre en cause le travail qui existe. Dans le contexte Colombien, l'emploi est précaire, mais la loi est complice de cette précarisation. Ici, il fallait repenser le travail qu'on fait au jour le jour.

Etant donné que les réunions de conception de ladite politique publique ont lieu une fois par mois, et qui se finalise en décembre, ma participation a été limitée. Cependant, nous avons fait la transmission des éléments dégagés de notre analyse à la Directrice de la Casa de la Mujer mais aussi à la Secrétaire de la Femme pour la Ville de Tunja. Elle prenait en charge la démarche d'équité de genre pour la ville et accompagne celle du département de Boyacá.

## **PARTIE 4 : Exploitation des résultats**

### **1. Observations et échanges informels**

#### **1.1. Observations non systématisées : approximation au marché du sud**

Les observations des travailleurs nous ont permis d'avoir une approche du travail effectué au sein du marché du sud de la ville de Tunja principalement. C'est ainsi que des pratiques plutôt négatives ont été constatées dans les différents étalages de celui-ci.

A partir de l'entrée, il est facile de repérer les difficultés d'organisation. Le quartier est entouré par les camions qui transportent les aliments, de façon récurrente, ils sont mal garés. Par ailleurs, le flux de transport public peut générer la formation d'embouteillages. C'est ainsi que, en cas d'urgence les services de secours tels que les pompiers, les ambulances ou la police auraient des difficultés pour y accéder.

La façade frontale du marché est comblée de petits étalages de fruits et légumes. Ces travailleurs se placent là car ils n'ont pas la possibilité de louer un emplacement à l'intérieur du marché. Ces

espaces de travail sont improvisés, construits avec des corbeilles en plastique et en bois, structures peu stables et qui compliquent la mobilité du travailleur. En général, pour s'asseoir, il faut le faire sur des sacs de pomme de terre, chariots en bois, par terre et dans le meilleur des cas, ils ont des sièges. Au milieu, il y a des vendeuses (le nombre d'hommes qui fait cette activité est minime) qui se déplacent sur toute la rue en offrant des produits à petit prix. Par ailleurs il est possible d'observer des personnes SDF qui demandent de l'argent aux personnes du marché. Quant à l'agencement des postes de travail, ils sont à cheval sur le trottoir et la rue où passent des voitures.

À l'heure d'entrer dans le marché, nous trouvons d'autres postes de travail, mais cette fois-ci il y a une protection des toits improvisée en plastique noir attachés avec des cordes. Cela garanti un abri face à la pluie mais pour les jours de chaleur, la couleur du plastique pourrait faire concentrer l'énergie du soleil, et donc augmenter la sensation de chaleur. D'autres postes de travail placés sur les voies de circulation avaient des toits en métal, mais dans un état négligés et qui risquent de tomber à cause des vents forts.

Il y a des conditions inappropriées aux postes de travail. Par exemple, en relation avec l'éclairage et l'humidité. Ainsi, vues les conditions climatiques de la ville (principalement du froid et de l'humidité avec une moyenne de 13 degrés), cela pourrait favoriser le développement de maladies respiratoires ou aggraver les problèmes de santé déjà existants.

À côté de ces postes de travail, il y avait des grandes caves/salons, où sont gardés et vendus des produits tels que les graines, les vêtements, les viandes et fruits de mers. Il y avait aussi des restaurants improvisés, de même que des bistrotts qui vendent principalement de la bière, car la consommation d'alcool est acceptée et aussi élevée.

L'aspect le plus marquant quant aux différents postes de travail est la possibilité d'avoir un toit qui protège le travailleur, mais aussi la possibilité d'avoir un espace physique qui protège des conditions climatiques extrêmes et des risques d'insécurité relatifs au fait de rester dans la rue. Cependant, à l'heure d'analyser l'agencement des différents postes de travail, nous remarquons la reproduction systématique des organisations qui entraînent des risques, soit pour les travailleurs, soit pour les clients.

Les produits sont aussi placés sur des structures peu stables, certaines corbeilles sont laissées directement sur le sol. Au moment de les lever, nous avons observé assez régulièrement des

postures inappropriées qui entraînent des contraintes pour le dos et la colonne vertébrale. De plus, il est tout à fait courant de trouver des ordures et des déchets de nourritures à coté de presque tous les postes de travail. Nous n'avons pas observé de sacs ou de corbeilles à la poubelle. Ce fait s'ajoute aux voies de circulations (en général en béton) encombrées, humides et avec de la boue, qui sont alors une niche d'accidents tels que les glissements et les chutes.

De surcroît, il y avait des personnes avec des petits postes ambulants de vente de nourriture typique sur quelques voies de circulation. Ces installations de cuisines étaient improvisées et instables. Il y avait des tuyaux de gaz sur le sol, et au-delà d'être une source de chute, cela peut aussi entraîner un risque de feu à l'intérieur du marché. En outre, nous n'avons pas vu l'existence d'extincteurs, ni d'affichage des sorties de secours, ni des points de rencontre où d'autres mesures en cas de feu et d'urgence.

Par rapport aux allées des viandes et fruits de mer, la situation ne semblait pas mieux ordonnée. Cependant, ces travailleurs avaient des locaux beaucoup plus protégés. C'est-à-dire, des pièces spécifiques pour ces activités et une protection face aux éventuelles conditions climatiques difficiles. Nous avons pu constater des pratiques peu hygiéniques. Par exemple, les viandes n'étaient pas réfrigérées et placées sur des endroits inappropriés, ce qui pourrait engendrer le développement facile et rapide des bactéries.

Une fois ce contexte présenté, il est aussi indispensable d'évoquer les acteurs du marché qui y sont au jour le jour. Ainsi, sur cette scène il est possible de repérer des travailleurs formels et informels, (y compris des enfants), des personnes SDF, les consommateurs et des autorités telles que la police, et des personnes des programmes sociaux, par exemple des groupes d'étudiants en droit de l'université publique de la ville qui donnent des conseils aux travailleurs en cas de besoin d'un avocat.

Malgré le fait de ne pas avoir de statistiques qui renforcent l'affirmation suivante, il a été observé que ces emplois étaient fortement féminins. Notamment les postes qui ont une relation directe avec les clients sont occupés par des femmes. Elles préparent les fruits et légumes et classent les aliments selon leur qualité et enlèvent la peau de certains légumes pour les vendre déjà prêts pour la cuisson. Nous notons que ces activités ont une relation avec les tâches que les femmes ont eu dans leurs foyers selon la division sexuelle des rôles (BIT, 2002). En outre, il y avait une part importante de femmes adultes majeures (plus de 60 ans) au marché, plus précisément, les postes

de travail qui sont au bord de la rue, sans aucun type de protection pour les conditions météorologiques.

Par rapport aux hommes, ils sont aussi présents mais en proportion supérieure dans les activités qui demandent de transporter des charges. Par ailleurs, il est assez courant d'observer des enfants et des adolescents qui travaillent dans le marché. A ce sujet, il y a un facteur culturel très fort, car selon Blanco, Pulido & Joya (2014) ces types d'activités économiques ont pour caractéristique le fait d'être axés autour de la famille. En d'autres termes, appartenir à une famille qui exerce ces travaux demande une participation inhérente, sans obtenir en retour un salaire spécifique où une protection du travail car ce sont des affaires de famille, ici même les enfants font partie des affaires de la famille.

La plupart du temps, les vêtements des travailleurs sont négligés ce qui montre des niveaux socioéconomiques bas, mais aussi cela pourraient être pour certains des uniformes spécifiques pour aller au marché. Certains vêtements ont un style sportif, mais aussi pour d'autres ce sont des vêtements typiques de la campagne. Pendant notre matinée d'observations, nous n'avons pas trouvé d'équipements de protection individuelle, tant pour ceux qui levaient des charges comme pour ceux qui étaient exposés à la manipulation des aliments, notamment les viandes.

De cette façon, les outils pour transporter les aliments sont improvisés et peu sûrs. Par exemple, des brouettes qui entraînent des contraintes au niveau des épaules, des coudes et du dos. Par ailleurs il est fréquent d'utiliser des charriots en bois pour transporter en général des gros sacs de pommes de terre, cependant les roues ne sont pas bien adaptées et le mauvais état du sol sollicite une force importante pour les travailleurs.

Quand les hommes transportent des corbeilles avec des aliments, ils prennent en même temps jusqu'à quatre caisses en plastique et les montent sur leurs épaules. Ils vont en général empiler les caisses en colonnes jusqu'à deux mètres et demi. D'abord, il y a des risques de TMS à cause de contraintes pour la zone du corps impliquée, un risque de chute et d'accident pour les personnes qui sont autour. D'autres travailleurs, vont mettre sur leurs épaules et/ou dos des sacs des pommes de terre qui font en général 50 kilogrammes. L'équipement de protection individuel pour ces derniers n'est qu'un pullover plié pour amortir l'effet de dureté des pommes de terre sur le corps.

En outre, il est possible de repérer des femmes d'origine afrodescendantes qui ont pour coutume dans leurs régions d'origine de transporter de gros sacs lourds d'aliments (en général) sur leurs têtes et en même temps des sacs dans leurs deux mains. D'autres femmes, parcourent tout le marché en offrant des produits à bas prix, ceux-ci sont transportés en paniers en osier qui sont attachés à leurs cous.

Au cours de nos observations, nous avons eu l'opportunité d'effectuer des échanges informels avec des travailleuses, cela dans le marché du sud et celui du nord. D'après elles, leurs journées de travail dépassent douze heures, elles n'ont pas de sécurité sociale, ni de protections aux risques dans le travail et non plus de cotisation à la retraite. Par ailleurs, ces travailleuses évoquaient des problèmes de santé relatifs aux poignets, pouces, et à la colonne vertébrale. Certaines indiquaient avoir déjà eu un diagnostic de maladie professionnelle, pourtant elles le justifient et disaient que c'était un résultat tout à fait normal du travail.

Pour comprendre ce contexte, Diaz (2009) dans son étude qui analysait le discours des habitants de la zone d'un marché nous montre comment est perçu et vécu l'espace public. Il affirmait qu'un marché est une sphère représentative du pays. Ainsi, au-delà de la notion des postes de travail dans le marché, il y a une conception pour les différents travailleurs plutôt d'espace public, de culture, de société.

D'abord cet auteur nous parle des particularités d'un marché des fruits et légumes en tant que espace « *hybride, entre le rural et l'urbain car coexistent deux formes de vie* ». La façon de parler, de s'habiller, la façon de concevoir l'espace public. Si dans la campagne le trottoir est la rue, la rencontre entre ces « deux mondes » va étendre la possibilité d'installer leurs postes de travail dans la rue car c'est un espace public.

Par ailleurs, les perceptions plus fréquentes des personnes au sein d'un marché sur leur entourage sont associées à un contexte hostile, qui demande de la force pour se protéger en dénotant les dangers et situations non agréables de l'endroit, notamment sur le plan esthétique. Les travailleurs utilisent fréquemment le verbe « *camellar* » qui vient du substantif « *camello* » en espagnol (Chameau) pour parler de l'action de travailler. Ce mammifère est caractérisé pour supporter de longues et exténuantes journées de travail malgré les adversités de l'environnement. Cette relation révèle une « conscience » sur la pénibilité des conditions de travail.

Bien qu'il y ait une « conscience » sur le plan déclaratif, il n'y a pas de surprise face à la quotidienneté. Il semble que la vie continue sa route malgré des difficultés et donc sous un regard non critique. Autrement dit, la vie est présentée comme une vérité qui n'est pas susceptible de se remettre en cause sinon simplement vécue et quotidienne.

Le sens commun vise à la survie, car la perception de l'espace n'est pas expérimentée comme plaisante mais plutôt d'un fort travail où il faut faire face aux violentes tensions et difficultés qui touchent la tranquillité des habitants. Cette situation met des obstacles dans le lien social, notamment la fraternité des travailleurs, car l'individualisme va régner pour survivre. Dans le meilleur des cas, la responsabilité de leur situation est attribuée à l'État et à la société (Diaz, 2009)

Au milieu de cette lassitude, il faut reprendre le rôle que la femme occupe, notamment celle du contexte rural. D'après Marin Hermann, (2013) ces femmes souffrent une triple discrimination. D'abord elles sont plongées dans une société patriarcale. Ensuite, le fait d'habiter en campagne limite leur accès aux biens de consommation et de service. Enfin, les femmes des secteurs ruraux sont les principales victimes du conflit armé, notamment en relation avec la propriété de la terre.

En effet, la femme des contextes ruraux, a eu historiquement un rôle productif lié aux activités productives et qui produisent des revenus, soit en argent soit en produits échangés. Cet apport est marginal au revenu familial en relation à celui des femmes urbaines. Ainsi, ce rôle productif est divisé dans une dimension biologique (la grossesse, l'allaitement, élever et prends soin des enfants) et une sociale (tendance à reproduire et entretenir l'ordre social - domaine domestique). Malgré l'importance de ces dimensions elles sont dévalorisées, et encore plus chez les femmes de la campagne et donc les travailleuses du marché (Marin Hermann, 2013). La charge de travail expérimentée par ces femmes, d'abord sur la sphère privée mais aussi publique fait évoquer la validation des rôles qui lui ont été assigné. Source de mépris et de non reconnaissance de leur travail, car c'est une condition « naturelle » notamment en lien avec les activités du foyer.

## **1.2. Observations structures : Répertoire des postes de travail**

Suite à la réalisation des observations non structurées, nous avons répertorié les différents postes de travail au marché du sud dans une grille. Ainsi, nous avons voulu chiffrer de façon exacte le nombre des travailleuses, cependant l'impossibilité de faire passer une enquête de ce type

nous a fait réaliser des observations pour identifier la présence ou l'absence d'hommes et de femmes dans les différents postes de travail.

Ci-dessous nous présenterons un tableau qui résume les informations. Une « X » montre la présence faible (entre un et trois travailleurs) dans le poste de travail signalé, et « XX » fait preuve de la présence plus importante de travailleurs d'un sexe donné dans un poste de travail.

*Tableau n° 1 : Division sexuelle du travail au marché du sud.*

<b>ACTIVITÉS AU TRAVAIL</b>	<b>SEXE FEMININ</b>		<b>SEXE MASCULIN</b>	
	Env. < 55 ans	Env. > 55 ans	Env. < 55 ans	Env. > 55 ans
Vente des fruits et légumes	XX	X	X	
Vente de viandes	XX	X	X	
Vente de produits dans la rue	X		X	
Vente de vêtements	XX		X	
Vente d'alcool	X		X	
Transport de sacs lourds			XX	X
Transport de boîtes	X		XX	X
Vente de nourriture et plats typiques.	XX		X	

La répartition des travailleurs dans les postes de travail nous a permis d'identifier une division sexuelle du travail. Même si nous pouvons rencontrer des femmes et des hommes dans les postes de travail répertoriés, celles-ci gardent un rapport plus fort avec les tâches qui sont colorées par la quotidienneté du foyer (par exemple, la manipulation des aliments). Les activités qui ont une relation avec le service aux clients sont plus liées à la femme et celles qui ont un rapport avec la mobilisation de la force physique est assignée aux hommes.

## 2. Captures d'images

Les images obtenues lors de nos observations (Annexe 5) nous ont permis d'identifier des gestes et postures qui pourraient entraîner des difficultés de santé des travailleurs. Grâce à ces informations et celles des échanges informels, nous avons créé un matériel pour sensibiliser aux risques de TMS et ainsi nous avons donné des recommandations.

## 3. Activités de prévention primaire des TMS

Postérieurement à l'identification des difficultés de santé liées aux TMS grâce aux observations, captures d'images et échanges informels, nous avons conçu un matériel assez compréhensible (Annexe 4) pour le distribuer auprès des salariés du marché du nord. Nous avons parcouru chaque poste de travail et nous avons discuté des différentes activités de leur travail.

Nous avons fait attention à ne pas responsabiliser à cent pour cent les travailleurs sur leurs maladies professionnelles. Vu le contexte précaire de ces travailleurs et la négligence de l'État envers cette population, nous avons proposé cette activité afin de créer des comportements protecteurs de leurs santé.

## 4. Entretiens auprès d'experts

Dans le but de nourrir l'analyse de la politique publique sur l'équité de genre, nous avons effectué six entretiens auprès d'experts de l'économie, du droit du travail et de la psychologie des organisations. Les résultats de ces entretiens nous donnent un regard varié sur le même phénomène. Nous avons regroupé tous les éléments ressortissants (Annexe 8)

Il a été possible de classer les informations avec des aspects *liés directement à la politique publique* et d'autres *en relation à la société*. Par exemple les **faiblesses/alertes** des *politiques publiques* sont données par la limitation de pouvoir des conseils départementaux pour établir des mesures punitives accompagnées d'une faible protection du droit du travail des femmes. Par ailleurs ces politiques seraient « artificielles » car elles ne sont pas issues de l'initiative propre de la communauté et alors limitent l'engagement mais aussi remettent en cause le système. Un point important est l'accent mis sur les populations sensibles, tel un couteau à double tranchant car si nous pouvons offrir de l'attention aux populations en états de vulnérabilité, il y a un risque de renforcer une image plutôt négative et les stigmatiser d'avantage.

Par rapport à *la société*, il est possible d'identifier malheureusement une vision réductionniste de la femme car elle est vue uniquement comme un « moteur économique » qui doit être formée pour travailler de façon technique plutôt que devenir critique. Les préjugés et stéréotypes envers les femmes sont encore en vigueur dans le monde de l'entreprise, mais aussi ils sont acceptés et validés socialement. En outre, la ségrégation horizontale et verticale sont normalisées, mais il y a des limitations pour protéger les travailleurs du secteur informel, particulièrement les femmes.

D'autre part, les éléments qui portent plutôt sur les **forces/opportunités** nous indiquent quant à la *politique publique* qu'existe la possibilité de travailler d'une forme systémique, de mettre en place des stratégies en interne dans les institutions publiques (par exemple la loi de quotas), intégration des hommes dans les processus d'équité (sensibilisation, formation etc.) et l'offre d'assistance technique aux femmes avec des projets productifs. D'ailleurs il est impératif d'intégrer les secteurs productifs à la démarche (entreprises, organisations, institutions etc.) vis-à-vis de l'embauche, de l'évolution professionnelle, et de l'égalité de salaire, dans le but de réduire l'inégalité.

Enfin, les aspects qui touchent *la société* mettent en avant le développement de démarches émancipatrices avec les communautés, commencer des processus de sensibilisation, avec la perspective, de genre aux différents groupes sociaux (écoles, entreprises, organisations, institution etc.). Enfin, stimuler la connaissance des moyens juridiques qui visent l'équité de genre.

## **PARTIE 5- Préconisations et pistes de réflexion**

Notre démarche axée avec une approche sur le terrain et un travail auprès des experts nous a donné une image contraste du travail et l'équité de genre. D'abord le fait d'avoir exploré le monde au marché, un secteur touché par le travail informel nous a demandé de développer des stratégies pour comprendre le contexte. Nous constatons comment ces travailleurs et travailleuses sont abandonnés par la loi et vivent au jour le jour. De sorte que cela ne constitue que le symptôme d'un problème de caractère macro qui correspond à la base socioéconomique du pays mais de nos sociétés latino-américaines.

Dans ce contexte conflictuel, nous avons trouvé des pratiques plutôt négatives et peu de facteurs de protection de la santé, nous nous posons la question sur notre rôle. Dans un premier temps nous devons obtenir l'information concernant les conditions de travail de ces travailleurs. Cependant dans le but de dépasser un rôle de voyeur, nous proposons de réaliser deux journées pour partager

le matériel de prévention primaire de maladies au travail. Nous pensons que c'est une mesure insuffisante mais qui vise à protéger préalablement les salariés surtout sans les responsabiliser à cent pourcent. Certes il nous faut mettre sur la table le rôle de l'État face à ces problématiques.

Ainsi, suite aux échanges avec les travailleurs du marché et les interviews auprès des experts, nous avons pu aboutir à une série d'éléments à considérer à l'heure de parler d'une politique publique portant sur l'équité de genre. Les aspects les plus importants sont :

- Posséder un caractère systémique (social, économique, historique, culturel etc.) grâce à l'intégration des différents acteurs et actrices sociaux, et le fait de connaître le point de vue des experts est insuffisant, il nous faut donc faire participer la communauté à la démarche pour bien cerner les problématiques expérimentées sur ce sujet, afin d'obtenir un état des lieux le plus proche de la réalité.
- Rester attentif à ne pas renforcer la division sexuelle du travail sous prétexte de stimuler l'insertion professionnelle de la femme et augmenter leur charge de travail. En effet, nous pouvons faciliter leur insertion dans le monde du travail formel, mais il faut équilibrer la balance du travail en relation aux tâches ménagères du foyer, activités qui sont assignées comme « naturelles » à la condition de femme.
- L'équité de genre doit dépasser l'insertion professionnelle, la ségrégation horizontale et verticale pour atteindre le domaine privé, car nous risquons de doubler la charge quotidienne de travail des femmes. Et donc, cela renvoie à la prise en compte des hommes dans la démarche.
- Impliquer les entreprises dans la conception de la politique à travers la création d'espaces de discussion tels que des colloques, congrès ateliers, études de cas etc.
- Mobilisation des différents acteurs, actrices et organismes des entreprises tels que les *systèmes de gestion de la sécurité et la santé au travail*<sup>5</sup> (SG-SST sigle es espagnol), *cajas*

---

<sup>5</sup> Equivalent au CHSCT en France

*de compensación familiar*<sup>6</sup> et les syndicats pour stimuler le dialogue social autour de l'équité de genre au travail.

- Dépasser les phases de sensibilisation au travers des actions concrètes à partir des organismes publics départementaux qui instaurent des démarches d'équité au travail, mais aussi diffuser les résultats.

En outre nous proposons certaines mesures que la Casa de la Mujer peut mettre en place pour intervenir sur ces contextes tout en gardant une position critique qui ne responsabilise pas complètement les personnes.

- En partenariat avec la Mairie de Tunja et le Conseil départemental de Boyacá, envisager la création d'un « *Trophée de l'équité de genre au travail* » guidée par la Casa de la Mujer. Par exemple, pour les entreprises mettant en œuvre de bonnes pratiques ou bien ayant un plan d'amélioration portant sur l'équité de genre, elles pourraient recevoir cette reconnaissance.
- Faire un appel d'offre aux stages dans la licence du Sport de l'université publique de la ville pour mettre en place des programmes de santé au travail (gestes et postures)
- Faire un appel d'offre aux stages en psychologie sociale-communautaire qui apporte un accompagnement aux travailleurs des marchés pour mettre en place une démarche de attention primaire de santé, visant à la prévention à partir du lien social.
- Rester garant de l'intégration des éléments ressortissants de cette étude afin de les intégrer dans la politique publique d'équité de genre du département
- Développer des campagnes de sensibilisation auprès de différentes populations sur la division sexuelle des rapports sociaux, base de l'inégalité de genre.

---

<sup>6</sup> Cet organisme se ressemble aux comités d'entreprise en France, mais sont gérés en externe à l'entreprise. Ainsi toute entreprise colombienne doit donner 4% de sa masse salariale à ces organismes pour obtenir des services de bien-être (chèques vacances, réductions, chèques scolaires entre autres) pour les salariés et sa famille.

## **PARTIE 6- Conclusion**

Il est possible de repérer comment sujets tels que l'égalité homme/femme ou l'équité de genre sont sur la scène médiatique politique à l'heure actuelle. Ainsi, en Colombie, maintenant il y a une politique publique portant sur l'équité de genre et dans cet esprit la ville de Tunja a développé la sienne l'année dernière. Maintenant, c'est au Département de Boyacá de concevoir une politique publique qui répond à la diversité de son territoire. Tout compte fait, il y a des bases au niveau national pour concevoir une nouvelle politique, mais sont-elles assez représentatives pour répondre aux besoins du département ? Et au-delà de l'aspect politique, notre société est-elle prête à dépasser les stéréotypes et préjugés contre les femmes mais aussi envers les hommes ? A-t-elle les outils pour faire face à ces mécanismes de stigmatisation ? La situation semble hurler fort, mais la société paraît sourde à tout signal.

Notre étude a contribué à la sensibilisation des membres de la Casa de la Mujer et aux participants de la Mairie de Tunja sur l'importance d'intégrer dans la construction de la politique publique d'équité de genre les dimensions de travail. Par ailleurs nous avons intégré les points de vue des différents travailleurs des marchés de la ville de Tunja. Ainsi, vus certains risques pour leur santé, nous avons développé deux journées de prévention primaire des risques de TMS.

Nos marges de manœuvre ont été au niveau de la Casa de la Mujer assez larges car le travail avec les travailleurs du marché demandait de la souplesse. C'était à nous de nous adapter aux travailleurs, c'est pourquoi nous avons proposé différentes techniques méthodologiques, mais celle qui répondait le mieux au contexte et objectif a été prise en compte. Donc la démarche avançait selon la disposition des personnes. Par rapport au travail auprès des groupes de la Marie et du Conseil départemental, nous étions assez limités, car les réunions de la conception de la politique publique avaient lieu une fois tous les mois, et en fonction de notre calendrier nous avons pu participer à deux. Pourtant, le travail auprès de la secrétaire de la femme a garanti la prise en compte les différents apports et préconisations de notre étude à la politique publique.

Nous pouvons constater que les politiques publiques sont de bonnes initiatives pour mettre en place de changement, notamment à long terme. Cependant il faut garder à l'esprit un regard systémique, dans la mesure où il est nécessaire d'intégrer éléments économiques, sociologiques, historiques, culturelles entre autres. Un point de vigilance est le fait que les autorités départementales ont des limitations pour établir des mesures punitives face à la violation de la politique publique, en outre il y a des aspects

normatifs qui sont gérés que pour le Gouvernement National au travers du Ministère du travail. C'est pourquoi nous pensons qu'il faut garder un regard critique envers le travail, non seulement pour demander l'accomplissement des lois existantes mais aussi en cherchant l'évolution du droit de travail. Cela entraîne une insertion des psychologues au milieu des contextes politiques, notamment ceux où sont prises les décisions.

La question de l'équité reste un sujet complexe, car il est difficile de la modifier au moins à court terme. Par ailleurs, vu le contexte de l'Amérique Latine et de la Colombie, les inégalités envers les femmes prennent diverses couleurs et non seulement nous renvoient à la précarité de l'emploi, et au travail informel sinon aux conditions désavantageuses qu'elles vivent dans ce secteur. Ainsi la division sexuelle des rôles et du travail apparaît et vient accompagnée par les stéréotypes et préjugés, composants du célèbre « *Plafond de verre* » composé de barrières invisibles qui empêchent les femmes d'évoluer professionnellement.

Au cours de ce document nous avons vu différentes formes d'inégalité envers les femmes. Cependant nous en avons abordé peu sur ce qu'elles font, notamment lorsque la menace du stéréotype apparaît. Ce phénomène, souligné largement dans la littérature indique que ceux qui suivent un stéréotype vont les accepter et confirmer (Désert, Préaux, & Jund, 2009)

Tel que conseillé par Croizet et Leyens (2003) il nous faut centrer notre attention dans une psychologie qui cherche la compréhension des mécanismes qui vont produire la stigmatisation et non dans une psychologie de stigmatisés, car nous risquons de centrer la responsabilité sur la victime et négliger la remise en cause des conditions qui ont élicité la problématique.

À l'heure actuelle nous pouvons affirmer qu'il commence à y avoir des changements, particulièrement dans la sphère politique de sorte qu'on constate des modes «équité» qui au fond cachent l'idée d'une exploitation de la femme. Il reste beaucoup à faire, notamment au niveau social et culturel, car malgré l'intérêt politique, ce sujet n'est pas encore dans les agendas des entreprises colombiennes, et pour y arriver il faut que l'État l'impose.

Les suggestions pour une future démarche qui porte sur un tel sujet visent à garantir un accompagnement plus long sur le travail de conception de la politique publique car ce sont des travaux de type longitudinal. Dés possible faire une colloque qui rassemble les experts pour échanger autour de la question d'intérêt.

Finalelement, ce stage m'a permis au niveau professionnel de renforcer et d'améliorer certaines compétences telles que la conception de projet, l'animation de groupe, et le travail au sein des équipes multidisciplinaires. Par ailleurs j'ai appris à réorienter une démarche selon les besoins et conditions du contexte en garantissant une démarche avec un socle théorique.

## **PARTIE 7- Références**

- Becerra, A.M., Caro, J.C., & Flórez, M.Y. (2014) El mercado laboral del departamento de Boyacá. *Apuntes del CENES*, 34, 125-154.
- Bernal, R. (2009). The Informal Labor Market in Colombia: Identification and Characterization. *Desarrollo y Sociedad* (63) 145-208.
- BIT (2002). Conférence internationale du Travail 90e. Ginebra. Suiza.
- BIT (2009). The informal economy in Africa: Promoting transition to formality: Challenges and strategies. Ginebra.
- Blanco, A.V., Pulido, L.P & Joya, R.A, (2014, Novembre) Representaciones sociales, acerca de la violencia en niños y niñas hijos de trabajadores de la plaza de mercado del sur de la ciudad de Tunja, Boyacá. Communication présentée au XII Congreso internacional de psicología social de la liberación. Cusco, Perú.
- Castillo, M. E. (2004). Transformaciones sociolaborales y cambios en la experiencia del trabajo, El caso de Puebla. *Atenea Digital Revista de Pensamiento e Investigación Social* disponible <http://antalya.uab.es/athenea/num6/TEsther.htm> 07/ 12 / 2011.
- Consejo Municipal de Tunja (2014) Política Pública para la igualdad de oportunidades y equidad de género en el municipio de Tunja. Colombia
- Correa, J.H., (2012) Calidad de vida laboral de los trabajadores informales de la plaza de mercado de la ciudad de Duitama-Boyacá. Mémoire de spécialisation non publié. Universidad Pedagógica y Tecnológica de Colombia, Facultad Ciencias de la Salud, Escuela de Psicología.
- Croizet, J. C., Leyens, J. P. (2003), Mauvaise réputation. Réalités et enjeux de la stigmatisation sociale. Paris: Armand Colin.
- Dakduk, S., González, A., & Montilla, V. (2008). Relación de variables sociodemográficas, psicológicas y la condición laboral con el significado del trabajo. *Interamerican Journal of Psychology* (42) 002, 390-401.

- Désert, M., Préaux, M., & Jund, R. (2009). So young and already victims of stereotype threat: Socio-economic status and performance of 6 to 9 years old children on Raven's progressive matrices. *European Journal of Psychology of Education*, 24, 207-218.
- Díaz, A.S., (2009) *La cotidianidad de la plaza de mercado de la zona centro de Bucaramanga en el discurso de sus usuarios, análisis semiótico* (Mémoire de maitrise, Universidad Industrial de Santander). Repéré à <http://repositorio.uis.edu.co/jspui/bitstream/123456789/9979/2/131416.pdf>
- Fernández, C. (2010). La equidad de género: presente y horizonte próximo. *Quaderns de Psicologia*, 12 (2), 93-104.
- Galli, R., & Kucera, D. (2003). Informal employment in Latin America: Movements over business cycles and the effects of worker rights. International Institute for Labour Studies Geneva.
- García, A. (2000) Salud laboral. In F.G. Benavidez, C. Ruiz-Frutos, C. & A. M. Gracia. *Salud Laboral: Conceptos y técnicas para la prevención de riesgos laborales*, 49-50. Barcelona: Masson.
- Gómez, L.G. (2007). La informalidad en la economía, algo incuestionable. *Semestre Económico* (10) 19, 47-67.
- Kübler, D., & Maillard, J. (2009) *Analyser les politiques publiques*. Collection Politique en Plus. Grenoble : Presses Universitaires de France.
- Lachaud, J. P. (1988). *Le secteur informel urbain et le marché du travail en Afrique au sud du Sahara*, Genève, Institut international d'études sociales.
- Marín Hermann, X. (2013). ¿Equidad de género en las mujeres rurales? Reflexiones sobre la política pública, *CONPES social* 161/2013. *Cultura Científica*, (11), 98-106.
- Roldán, P., & Ospino, C. (2009). ¿Qué a la vigilancia de quiénes terminan en la informalidad?: impacto de las características y el tiempo de búsqueda. *Revista de Economía del Caribe* (4), 149-181.
- Somalia, J. (2006). Director General de la OIT Brasilia. *El Colombiano*. Disponible 03 /05/2006.

Thomas, F. (2006) Conversaciones con Violeta historia de una revolución inacabada. Bogotá. Ed Aguilar.

Trestini, O., & Mercedes, K. (2007). Desempleo e informalidad en América Latina: Definiendo políticas públicas para Venezuela. *Revista Venezolana de Gerencia* (12) 38, 262-278.

Redacción, El Tiempo. (2010, 29 abril) En las principales ciudades de Boyacá crece la informalidad ante la falta de oportunidades. *EL Tiempo*. Repéré à <http://www.eltiempo.com/archivo/documento/CMS-7684869>

Osorio, V., (2013) La situación laboral de las mujeres: entre lo invisible, lo precario y lo desigual. Repéré à <http://cut.org.co/la-situacion-laboral-de-las-mujeres-entre-lo-invisible-lo-precario-y-lo-desigual/>

CEPAL (2013) Mujeres en la economía digital: superar el umbral de la desigualdad. Repéré à <http://www.eclac.cl/publicaciones/xml/3/51083/Mujeresenlaeconomiadigital.pdf>

## GLOSSAIRE

CEPAL	Commission économique pour l'Amérique Latine et le Caribe (Sigle en espagnol)
CUT	Centrale Unitaire de Travailleurs de Colombie (Sigle en espagnol)
TMS	Trouble musculo squelettique
BIT	Bureau international du travail (International labour office – en anglais)

## ANNEXES

Annexe 1 : Organigramme Casa de la Mujer

Annexe 2 : Plan du marché du sud

Annexe 3 : Plan du marché du nord

Annexe 4: Matériel de prévention des TMS

Annexe 5 : Capture d'images

Annexe 6 : Entretien auprès d'experts

Annexe 7 : Consentement éclairé des entretiens auprès d'experts

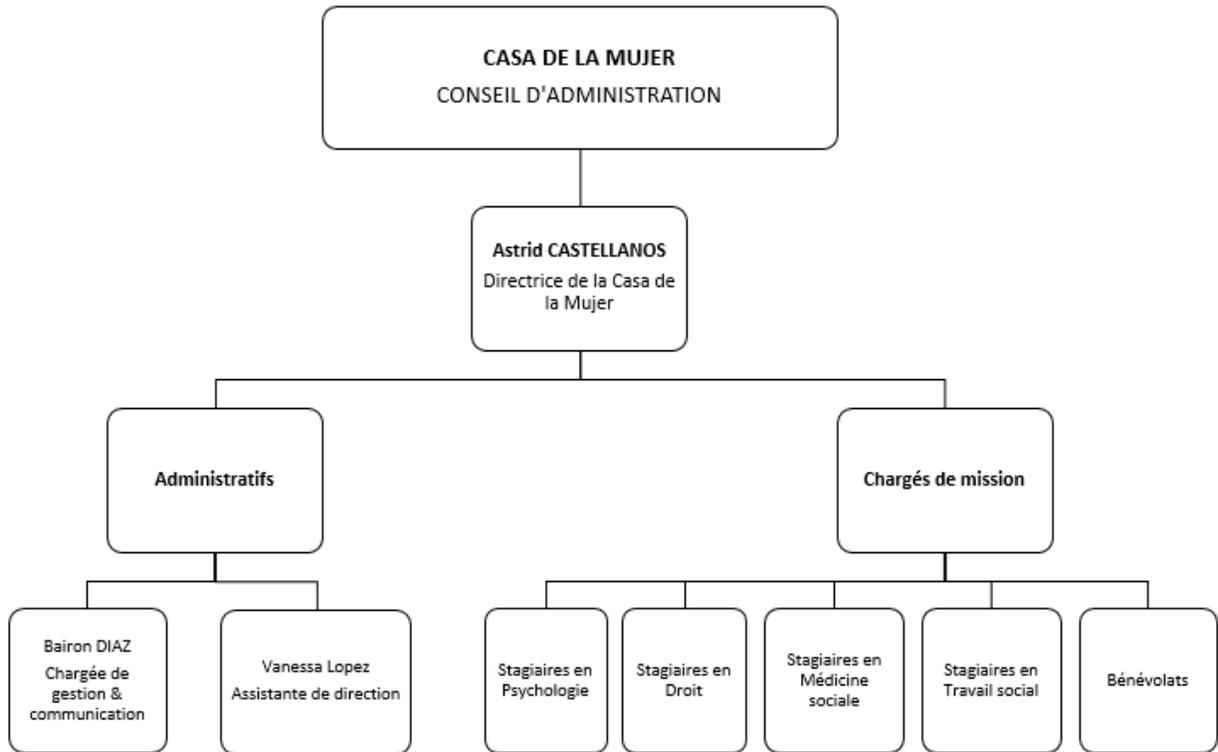
Annexe 8 : Cartes géoréférenciels PNUD

Annexe 9 : Matrice diagnostique PNUD

Annexe 10 : Tableau résumé des points vue des experts concernant la Politique Publique d'équité de genre



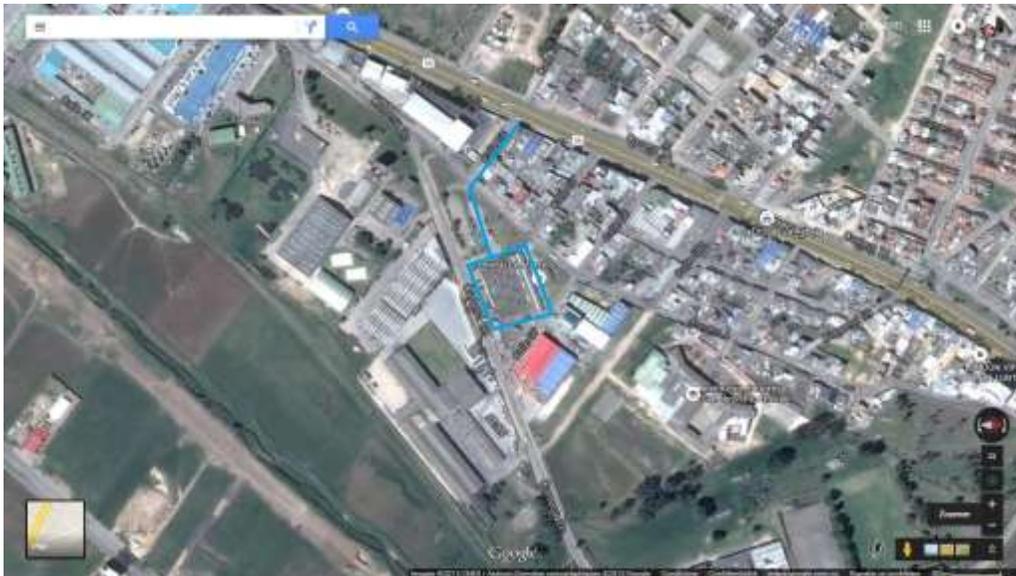
Annexe 1. ORGANIGRAMME CASA DE LA MUJER



## Annexe 2. PLAN DU MARCHE DU SUD



## Annexe 3. PLAN DU MARCHE DU NORD



Le périmètre démarqué en couleur bleu indique la zone où nous avons fait des observations et des échanges auprès des salariés des marchés. Nous pouvons observer sur le plan du marché du sud qu'il y a une fusion entre la campagne et la ville.

## Annexe 4. MATERIEL DE PREVENTION DES TMS

**CUANDO CIERTOS DOLORS SE VUELVEN INSOPORTABLES**



**¿Qué son los Trastornos Músculo-Esqueléticos (TME) ?**

Son **problemas de salud** que afectan los **músculos, los tendones, y los nervios** de las **muñecas, los hombros, los codos, la columna vertebral y las rodillas**, alterando su **movimiento**. Los **TME** son consecuencia del **desequilibrio entre las capacidades físicas del cuerpo y las exigencias del trabajo**, principalmente cuando **no se tiene la posibilidad de descansar lo suficiente**.



**¿Qué puede producir los TME?** : Los **esfuerzos mecánicos (movimientos) excesivos** (ej: **levantar elementos pesados de forma repetitiva, empujones o trones aplicados a herramientas y maquinas. Movimientos repetitivos y las malas posturas** (ej: **levantar cargas encorvando la columna y no flexionando las piernas**))



**¿Cómo se presentan?** : Se **manifiestan como dolores y molestias** en los **las zonas implicadas de los movimientos**



**¿Qué tipo de afectación?**  
**Aguda:** cuando el **esfuerzo es intenso y breve. Crónica:** cuando el **esfuerzo de la zona implicada es repetitivo. Se da a largo plazo (meses o años)**

**Usted puede cuidar de su salud en el trabajo.**  
**A continuación encontrará algunas sugerencias...**

- Al **levantar cargas**, **manténgase cerca de ellas**, utilice siempre que sea posible, **grúas, elevadores, carretillas o dispositivos similares**.



- Levántelas con **las dos manos**, manteniendo la **simetría del cuerpo** y en **posición vertical**
- Solicite la **ayuda de otra persona** para manipular **materiales pesados y/o voluminosos**.

- En caso de realizar una **actividad repetitiva** (ej: **desgranar, empaçar etc.**) **alterne con una actividad diferente** (que no implique la **misma parte del cuerpo**) **al menos cada hora** para evitar la **fatiga y desgaste físico**.



- Realice una **pau-sa de 5 minutos** cada hora y **efectúe estiramientos de las manos**.

- Establecer una **rotación de tareas**
- Evite trabajar con **afanes** manteniendo un **ritmo constante y tranquilo**



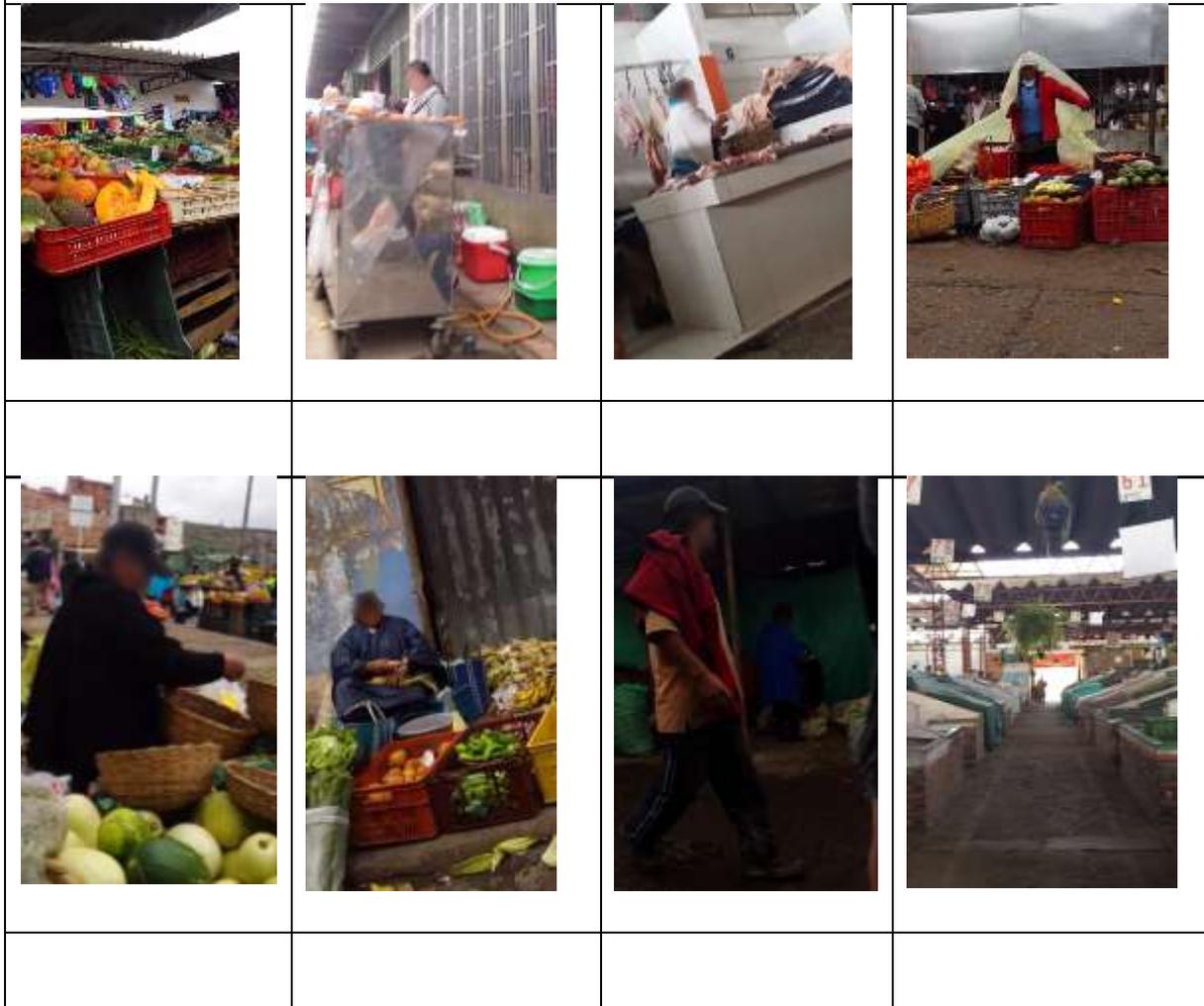
- Mantenga **junto a usted** la **cane-cia de hulejos** para evitar **dolores en los codos y hombros** a la hora de **lanzarnos**.
- Beba **agua constantemente** durante su **jornada de trabajo**.



**CASA DE LA MUJER**  
 Transversal 19 B 6429-67 Tunja  
 Barrio Maldonado  
 Teléfono: 742 6277

Annexe 5. CAPTURE D'IMAGES

*Conditions de travail*



*Gestes et postures*



## Annexe 6 : ENTRETIEN AUPRES D'EXPERTS

**Objectif :** Connaître les différentes perspectives sur l'équité de genre et le travail dans le contexte colombien, et repérer les opportunités et limites d'une politique publique portant sur un tel sujet.

### **Présentation**

- Eclairer mon rôle et la durée de l'entretien
- Explications des droits des participants
- Signature du consentement éclairé

### **Sujets à aborder**

- Concept de l'équité de genre
- Etat actuel de l'emploi et du travail en Colombie
- Place qu'occupe l'équité de genre dans ce contexte
- Lois et normativité colombienne relative au sujet
- Apports du domaine du professionnel à l'équité de genre
- Limites et opportunités d'une politique publique sur ce sujet

### **Principales questions**

- D'après vous, qu'est-ce que l'équité de genre ?
- Pouvez-vous-me parler de l'état actuel de l'emploi et du travail en Colombie ?
- Quelle est la place qu'occupe la femme dans ce contexte ?
- Connaissez-vous la normativité relative à l'équité de genre et du travail ?
- Quels sont les bénéfices de la mise en place d'une telle démarche ?
- Quels sont les limites et opportunités d'une politique publique pour le département de Boyacá portant sur ce sujet ?

### **Eventuels relances**

- Quelles sont les variables associées à cette situation de l'emploi et du travail ?
- Qu'est-ce que vous proposeriez pour réduire l'écart entre les femmes et les hommes dans le monde du travail ?
- Qui seraient les acteurs clés dans l'entreprise pour mobiliser une telle démarche ?

### **Phase de conclusion**

- Remerciement de la participation
- Demander si des choses à rajouter ? des remarques ou questions ?
- Présentation de la suite de ma démarche

Annexe 7 : CONSENTEMENT ECLAIRE DES ENTRETIENS AUPRES D'EXPERTS  
CONSENTEMENT ECLAIRE DE PARTICIPATION EN ENTRETIEN

Date et lieu :

Madame / Monsieur

Je suis psychologue diplômé de l'Université Pédagogique et Technologique de Colombie et stagiaire à la CASA DE LA MUJER. Actuellement nous mettons en place un projet de conception et de diffusion d'une *politique publique d'équité de genre pour la ville de Tunja et le Département de Boyacá*. Mon intérêt est d'aborder les éléments relatifs à l'équité de genre au travail, dans le but de les étendre au document officiel de la politique qui est en train d'être construite avec différents acteurs sociaux du Département et dans ce sens votre participation est très précieuse.

Pour le développement de l'étude j'utiliserai un guide d'entretien dans lequel on abordera des sujets sur le travail, l'emploi, la situation de la femme et l'homme dans ce contexte. Il est nécessaire d'enregistrer l'entretien, aspect qui sera géré avec l'éthique demandée dans le code déontologique : la confidentialité, le respect de la vie privée et l'intérêt pour le bien-être des participants sans les mettre en danger aucun. On garantit qu'une fois finalisée l'étude, les enregistrements seront détruits, étant donné que nous avons accompli les objectifs proposés.

Vous avez l'absolue liberté de vous retirer à n'importe quel moment de l'entretien si vous ne souhaitez pas y participer. L'étude n'entraîne aucun risque et n'octroie aucun bénéfice matériel. Les résultats seront disponibles lorsque le stage sera finalisé à la fin du mois d'août de cette année, si vous souhaitez les connaître. Gardez à l'esprit que notre obligation éthique comprend la présentation d'un rapport avec les résultats.

En cas d'inquiétudes, vous pouvez appeler au 3186674912. Le prénom de ma tutrice de stage et Directrice de la CASA DE LA MUJER est : Mme Astrid CASTELLANOS-CORRECHA

Si vous acceptez de participer, s'il vous plaît remplissez l'espace suivant :

Je soussigné(e) \_\_\_\_\_ accepte de participer à l'entretien du Psychologue Edward GONZALEZ ayant pris connaissance du but de l'étude développée dans le cadre de son stage, ainsi que l'utilisation de l'information recueillie.

\_\_\_\_\_  
Signature

\_\_\_\_\_  
Ville et Date

## Annexe 8 : CARTES GEORÉFÉRENCIELS PNUD<sup>7</sup>

### METHODOLOGIE

Objectif : identifier comment s'auto-reconnaissent les femmes dans le Département et à partir des particularités de leur PROVINCE.

1. Chaque groupe dessine la carte de son département, en identifiant sa province et ses villages et en situant les aspects suivants :
  - a) Lieux géographiques importants
  - b) Aspects que vous remarqueriez des femmes (habilités, capacités, défauts)
  - c) Droits que vous croyez que les femmes vivent, et, ceux qui lui sont violés dans la province.
  - d) Entités qui offrent des services, répondent aux besoins et garantissent des droits à travers des programmes aux femmes.
  - e) Difficultés que les femmes perçoivent des entités qui doivent répondre à leurs besoins.
  - f) Activités (économiques, culturelles, sociales, récréatives, éducatives) que font les femmes.
  - g) Lieux qui produisent des menaces ou risques contre les femmes (logement, voies, transport, écoles, champs de culture, rivières, etc.)

Chaque groupe expose sa carte

Migdonia Rueda-Bolaños. Consultrice PP Femme, genre et famille. PNUD-ODM

---

<sup>7</sup> Document du PNUD traduit librement de l'espagnol

Annexe 9 : MATRICE DIAGNOSTIQUE PNUD<sup>8</sup>

Droit : Droit à l'autonomie économique, conditions d'égalité au travail et sécurité alimentaire Nom du droit : Travail décent		
Sujet/Problèmes	Propositions d'action	Priorité de projets

---

<sup>8</sup> Document du PNUD traduit librement de l'espagnol

Annexe 10 : TABLEAU RESUME DES POINTS VUE DES EXPERTS CONCERNANT LA  
POLITIQUE PUBLIQUE D'EQUITE DE GENRE<sup>9</sup>

	<i>Econ</i>	<i>Avoc</i>	<i>Psy</i>
<i>Faiblesse / Alerte</i>			
Les conseils départementaux ont des limitations pour établir des mesures punitives.			
Le travail n'est pas protégé par le système juridique			
Les syndicats sont faibles et dépendants de la structure.			
Il n'y a pas une remise en cause des bases culturelles et socioéconomiques			
L'accès à l'emploi est lié au niveau éducatif des femmes.			
Négliger les différences parmi le contexte rural et urbain.			
Négliger les différences selon le cycle évolutif (jeunesse, adultes et personnes âgées)			
Les politiques publiques ont un caractère artificiel, car elles ne sont pas une initiative de la communauté elle-même, alors, elles sont limitées par le cadre institutionnel et ne permet pas la remise en cause du système social.			
La politique peut légitimer l'exploitation des femmes car elles sont considérées que comme des moteurs productifs et pas comme des acteurs sociaux.			
Les méthodologies d'évaluation de l'emploi cachent la pénibilité et le travail informel.			
Focalisation sur populations sensibles, en négligeant les salariées au milieu de travaux pénibles.			

<sup>9</sup> En bleu les éléments qui ont été abordés par nos experts interviewés concernant la Politique publique. Nous avons divisé le tableau en deux parties, *Faiblesse/Alerte* et *Force/Opportunité* afin de regrouper les différents aspects nommés. La diversité des éléments repérés montrent la richesse des différents points de vue.

Centrer l'attention que sur les femmes qui sont dans le secteur formel et négliger celles du secteur informel.			
Rester que sur la sensibilisation.			
Politique publique comme une « mode » et pas comme un souhait de changements profonds.			
Mettre l'accent davantage sur l'autonomie monétaire des femmes et pas sociale.			
Les entreprises ne sont pas intéressées de faire des investissements sur une telle démarche. L'entreprise colombienne n'est pas prête pour cela.			
A partir de la plateforme stratégique des entreprises il est possible de repérer la sexualisation des postes qui est imposée.			
Les femmes restent dans la partie basse de la hiérarchie encore (Ségrégation verticale).			
La politique publique pourrait ne pas répondre tant qu'il n'y a pas une bonne évaluation des états des lieux.			
Il y a un accent sur les formations techniques sans la quête d'une réflexion.			
Il faut viser à protéger les femmes car il y a des stéréotypes relatifs à la maternité et l'affectation que cela entraîne à la productivité de l'entreprise.			
Les psychologues n'ont pas les compétences pour chiffrer les bénéfices d'une démarche d'équité au travail.			
La constitution de petites entreprises ne garantissent pas la constitution d'un travail décent et donc sans équité de genre.			
Il n'y a pas des véritables mécanismes juridiques guident et régulent la mise en place des offres d'emploi.			
La politique publique pourrait renforcer l'image vulnérable des populations cibles ou renforcer certains stéréotypes (élaboration de produits de femmes par des femmes etc.)			

Il n'y a pas de véritables opportunités pour créer des emplois durables dans le secteur formel.			
La société ne reconnaît pas l'importance d'une politique sociale mais plutôt des politiques qui cherchent le développement de l'infrastructure physique du pays.			
Les femmes qui travaillent dans le secteur informel manquent davantage de protections, car leurs revenus ne suffisent pas pour payer la sécurité sociale.			
Certains travailleurs ne voudraient pas sortir de l'économie informelle car celle-ci leur offre des avantages sociaux.			
<i>Force / Opportunité</i>			
Mettre en place des mesures punitives.			
Actions internes des Institutions régionales pour arriver à la parité femme / homme (Accords, quotas postes de direction)			
Intégrer les hommes à la démarche.			
Etendre la politique publique aux secteurs productifs pour sensibiliser.			
Développer processus émancipateurs avec les communautés.			
Aborder les politiques publiques de façon systémique (famille)			
Offrir assistance technique aux femmes qui souhaitent mettre en place projets productifs.			
Il y a un plan national de genre pour le ministère du travail.			
Garantir une offre d'opportunités égalées (femmes/hommes).			
Les politiques doivent garantir que les salaires soient liés au poste de travail, sans considérer le genre.			
Il faut partir de l'éducation, enseigner qu'est-ce que c'est que l'équité de genre dans les entreprises.			
La société commence à expérimenter des changements sociaux et maintenant il y a une réduction de la ségrégation horizontale.			

La Colombie a un riche échafaudage juridique. Il y a des institutions et des droits écrits.